

Santé/Visite des infrastructures sanitaires Des laboratoires surendettés

Anita Jordanah TSOUMBA
Libreville/Gabon

Endettement, budgets insuffisants, difficultés de fonctionnement, infrastructures ne répondant plus aux normes et standards. C'est ce qui ressort, entre autres, de la visite, hier, du ministre de la Santé publique et de la Population au Laboratoire national de santé publique et au Centre national de transfusion sanguine.

APRÈS les centres d'infectiologie la semaine écoulée, le tour est revenu hier aux personnels du laboratoire national de santé publique et à ceux du Centre national de transfusion sanguine (CNTS) de recevoir le ministre de la Santé publique et de la Population, Léon Nzouba. Une rencontre qui a permis au membre du gouvernement de toucher du doigt les conditions de travail de ses collaborateurs, et d'envisager avec eux des perspectives d'amélioration des services d'offre de soins dans ces départements.



Echanges entre le ministre de la Santé et les agents du Centre national de transfusion sanguine (CNTS).

Des questions, aux dires des responsables des structures visitées, dont le Pr Nzouba avait déjà connaissance, pour avoir déjà occupé cette fonction. « La visite de ces deux institutions ce matin, c'est pour montrer aux malades le cheminement de l'offre de soins. Celle-ci repose sur des fondamentaux certes du diagnostic du malade fait par le médecin, mais aussi sur des éléments dont le laboratoire est un élément complémentaire nécessaire pour poser le diagnostic de façon précise. Que ce soit une maladie infectieuse, virale ou parasitaire. Et

au-delà, il y a un maillon essentiel dans le traitement du malade : c'est le sang », a indiqué Léon Nzouba qui a précisé, par ailleurs, que « le sang doit être donné au malade comme un antibiotique pour pouvoir le soigner et le traiter. Mais il nécessite une sécurité importante qui doit reposer sur des normes internationales. Si vous n'avez pas cet état normatif, le sang n'est plus un médicament. Cela nécessite donc une réflexion profonde pour absolument être solutionné. » D'où la nécessité pour le pays, dans sa globalité, de disposer de structures de



La délégation conduite par le Pr Nzouba devant le laboratoire bactériologie - Virologie

traitement du sang conformes aux standards internationaux. « Parce qu'il est aussi important que le CNTS se déplace vers le patient. Aujourd'hui, nous avons pu ouvrir des démembrements à l'hôpital régional de Mélen et au Centre hospitalo-universitaire d'Owendo. Mais cela ne suffit pas », a indiqué la directrice du centre, dont la structure, vieille de 27 ans, connaît des difficultés de tous ordres. Endettement auprès des fournisseurs, budget insuffisant, équipements obsolètes, manque d'eau courante et parfois de

courant, ... en sont quelques-unes. Au Laboratoire national d'analyses, les difficultés sont identiques. En plus du vieillissement de la structure qui ne répond plus aux normes, le laboratoire fonctionne au minimum de ses capacités : pas de réactifs, du fait des impayés accumulés vis-à-vis des fournisseurs. A la salle de prélèvements, certains examens ne se font plus, à l'exemple de la sérologie, des chlamydias, de la recherche syphilis, de la recherche VIH, etc. « Nous faisons beaucoup de choses pour peu de

moyens. Certains fournisseurs nous donnent quelques réactifs quand ils ont pitié de nous. On espère que le gouvernement prendra vraiment à cœur cette situation », a laissé entendre un agent. « Du fait peut-être de la limitation budgétaire, le laboratoire est réduit à faire de la biologie médicale simple, un pan des activités que le laboratoire national doit pouvoir faire », a souligné le directeur général de la structure, Pierre Igwangou Manfoumbi, qui sollicite d'ailleurs de la tutelle la construction d'une structure conforme et adaptée.